



AMBASSADE DE SUISSE  
EN ARGENTINE

Réf.: 551.55 - BR/DP  
ad Lat.Am.850.9

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
No.	Lat. Am. 850.9
EE	
Rfc-	5. OKT. 1981
	21.10.81
Kopie an	

1059 BUENOS AIRES, le 1er octobre 1981  
Avda Santa Fé 846, 12°  
C. C. No 4895 1000 Correo Central  
Tél.: 31-6491/95

Département fédéral de  
l'économie publique  
Office fédéral des affaires  
économiques extérieures

3003 B e r n e

Votre voyage en Argentine:  
- Rapport sur l'économie  
- Thèmes des entretiens officiels

Monsieur le Directeur,

./.  
En réponse à votre lettre du 16 juillet et du câble du 25 septembre dernier, je vous adresse ci-joint un rapport concernant l'évolution de l'économie argentine (annexe 1). Ce document reflète les aspects positifs et négatifs essentiels pour l'ensemble de vos entretiens officiels en Argentine.

En ce qui concerne le dossier "Argentine", dont vos services vont assumer la préparation selon le plan joint à la lettre circulaire du 16 juillet, je puis vous communiquer les précisions suivantes:

## 1. Organisation

### 1.1. Programme

L'Ambassade a soumis le 3 septembre au responsable chargé de l'organisation pratique de votre visite au Ministère du Commerce un projet de programme basé sur votre lettre du 24 août. Je vous l'adresserai dès sa mise au point définitive.

### 1.2. Liste des interlocuteurs

A titre provisoire, je vous rappelle mon câble du 23 septembre. Les curriculum vitae vous parviendront ultérieurement.

./.

Dodis



## 2. Informations sur le pays

### 2.1. et 2.3. Situation économique

Voir le rapport ci-joint (annexe 1) et mes lettres du 7 avril 1981 (rapport de gestion de la Banque Centrale concernant l'exercice 1980), du 25 juin (économie argentine: l'action des nouvelles autorités) et du 21 août (Plan Viola: objectifs pour 1982/84).

### 2.2. Situation politique

./.  
Voir rapport ci-joint (annexe 2).

## 3. Relations bilatérales

### 3.1. - Affaires culturelles

./.  
(annexe 3)

#### - Double imposition

./.  
Après un premier "round" de discussions à Berne en décembre 1979, les deux parties se sont mises d'accord pour reprendre les négociations à une date ultérieure, probablement à Buenos Aires. Actuellement, la "balle" est dans le camp suisse. Je vous renvoie à la correspondance ci-jointe de juin 1980 entre l'Administration fédérale des contributions et le Service économique et financier du DFAE d'une part, et de cette Ambassade d'autre part (annexe 4). Vos interlocuteurs risquent bien de vous interroger sur les intentions suisses en la matière.

#### - Relations aériennes

./.  
(annexe 5)

#### - Colonie suisse

./.  
(annexe 6)

#### - Assurances

La législation argentine en vigueur favorise les compagnies nationales au détriment des sociétés étrangères établies en Argentine (participation maximale de 30 % au capital social; certains risques sont réservés aux assurances argentines, etc.). Il s'agit là d'une discrimination



générale qui a fait l'objet d'une correspondance en 1977 entre l'Ambassade, vos services (réf. 891.0-MR) et le Service économique et financier. Depuis lors, il n'y a pas eu de changement quant aux principes de la législation argentine.

### 3.2. Relations économiques

Concernant les questions douanières, voir en particulier mon rapport du 12 août 1981 (politique douanière). Concernant les exportations de fromage suisse (affaire Goldbach/Moguel Diaz) et la réglementation "anti-dumping" en vigueur ici dans ce domaine, je ne vois pas la nécessité de soulever cette question lors de votre visite.

## 4. Thèmes pour les entretiens de caractère bilatéral

### 4.1. Secteur des services

Rien de particulier à signaler.

### 4.2. Echanges commerciaux

Intérêt de l'Argentine à accroître ses importations de produits agricoles tels que vin, viande, céréales, etc. pour équilibrer la balance commerciale traditionnellement excédentaire pour la Suisse (voir ma lettre du 1er octobre 1981 concernant une éventuelle visite auprès du Ministre de l'agriculture et de l'élevage, Jorge Aguado (annexe 7)).

### 4.3. Investissements étrangers et transfert de technologie

Ces deux thèmes sont prioritaires en Argentine et régis par une réglementation considérée comme la plus favorable en Amérique latine. Sur eux repose le succès du Plan de réorganisation nationale amorcé en 1976 par les militaires.

Les investissements sont à considérer sous deux aspects:

- investissements publics argentins: ils constituent le principal support de notre industrie d'équipements en Argentine (par exemple, l'usine d'eau lourde de Sulzer). Les offres se font essentiellement par le biais de soumissions internationales au prix d'une âpre con-

currence; certaines formes de financement par le biais du BID et de l'EXIM-Bank ont parfois été par leur exigence souvent exclusive, source de préoccupation d'entreprises, comme Sulzer et BBC. Nous sommes parfois moins bien placés que des pays entretenant des commissions mixtes bilatérales avec l'Argentine et qui, de cette manière, sont mieux en mesure de défendre leurs offres. Votre interlocuteur, en l'occurrence, sera le général D. Uricarriet, Ministre des travaux et des oeuvres publiques, également responsable des investissements dans le secteur de l'énergie. Il est très bien acquis à la Suisse.

- investissements étrangers en Argentine: je vous ai renseigné sur la réglementation en vigueur dans ce domaine le 3 juillet 1981 et sur le montant des investissements par pays et par secteurs le 8 juillet. En ce qui concerne la Suisse, elle figure au 6ème rang avec 62,4 millions de dollars d'investissements approuvés selon le système d'enregistrement en vigueur depuis août 1976 (état au 30 avril 1981). Sans doute serez-vous questionné sur les intentions des investisseurs suisses dans ce domaine. A ma connaissance, seule la société INVENTA (groupe Oswald) a pris des engagements pour environ 20 millions de dollars dans la pétrochimie.

Concernant les possibilités d'investissement dans le secteur industriel en Argentine, je vous rappelle ma lettre du 9 septembre 1981 (Argentine: politique industrielle).

Quant aux thèmes de transfert de technologie et de formation de personnel scientifique et technique, vous l'aborderez principalement avec le Ministre de l'industrie et des mines, M. L. Kühl et, le cas échéant, avec le Ministre de l'agriculture et de l'élevage, M. J. Aguado.

## 5. Documentation générale

### 5.2. Thèmes de caractère multilatéral

Je n'ai rien à ajouter aux thèmes proposés.

./.



Concernant la politique énergétique de l'Argentine, je vous renvoie en particulier à ma lettre du 6 janvier 1981 (production pétrolière) et du 6 juin 1980 (programme d'investissements publics). Je vous rappelle en outre mes lettres du 29 mai 1980 (coopération nucléaire avec le Brésil) et du 22 mai 1981 (usine d'eau lourde de Sulzer). L'Office fédéral de l'énergie et le Bureau de jurisconsulte du DFAE disposent, bien entendu, de toutes les informations que vous souhaiteriez recevoir dans ce domaine (aussi sur l'accord intergouvernemental que j'ai négocié avec le Président de la Commission nationale argentine d'énergie nucléaire, l'amiral Castro Madero).

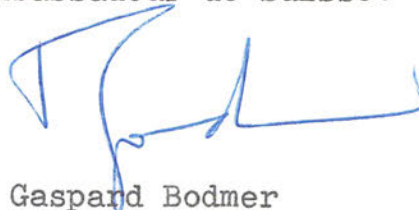
#### 6. Relation avec la presse

./.  
D'entente avec le Ministère du commerce et des intérêts maritimes, l'Ambassade a diffusé un communiqué de presse de caractère général dont je vous adresse copie ci-joint (annexe 8).

Il me paraît nécessaire de prévoir d'ores et déjà la date et l'heure de la conférence de presse que vous allez donner, sans doute avec le Président Leutwiler et éventuellement le Président Haas de l'OSEC, à la suite de vos visites officielles et pour clôturer en quelque sorte la Tecno Suiza. Je propose le jeudi 12 novembre vers 11-12 heures et vous saurais gré de me câbler votre accord, de manière à pouvoir compléter votre programme en conséquence.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse:



Gaspard Bodmer

Annexes mentionnées

## EVOLUTION ECONOMIQUE DE L'ARGENTINE

Deux constantes marquent l'économie argentine: la propension à l'inflation et l'absence de consensus social.

Sans voir la portée à long terme de ses décisions, le péronisme lança l'Argentine sur des voies mal orientées: le recours à la facilité financière et monétaire et à la politique de plein emploi à n'importe quel prix. Il dota en outre sans nécessité les pouvoirs publics - en particulier les trois armées - d'un vaste patrimoine industriel protégé par de solides barrières douanières. De là, la tradition interventionniste de l'Etat, en particulier des militaires, qui sont les premiers à ne rien lâcher des situations acquises, et dont les dépenses hors budget, notamment pour l'armement, compromettent tout plan d'assainissement du pays. Ajoutons à cela l'emploi d'une monnaie instable et le recours aux valeurs-refuge, ainsi qu'un certain goût pour les rémunérations autonomes (marges bénéficiaires, commissions, honoraires, etc.), et l'on comprendra les réactions d'auto-protection des intérêts privés apparents et immédiats au détriment des intérêts communs durables.

Dans un tel contexte, marqué, de surcroît, par l'incertitude politique, l'économie ne peut se développer qu'à court terme et à des coûts en constante augmentation, dont seule la création d'une masse abondante de moyens de paiement peut venir à bout.

Après la deuxième chute du péronisme, en mars 1976, le Ministre Martinez de Hoz tenta de redresser le pays grâce à la mobilisation d'importantes ressources d'origine extérieure. Toutefois, l'abaissement trop rapide des droits de douane et la politique monétariste, axée sur une surévaluation artificielle du peso, accélérèrent dangereusement l'accroissement des importations (1980: 10,4 milliards de dollars, soit + 55 %) et l'endettement extérieur (100 % de 1978 à 1980). Les dépenses publiques contrecarrèrent d'autre part les effets anti-inflationnistes que visait la politique d'ouverture de Martinez de Hoz.



Le secteur de production privé fut la principale victime de cette évolution que bouleversèrent les changements gouvernementaux de mars dernier.

L'équipe économique du Président Viola s'est dès lors trouvée tiraillée entre la volonté de poursuivre la politique d'ouverture antérieure et la nécessité de corriger la situation sans recourir à des moyens impopulaires. Après de massives dévaluations, elle a mis l'accent sur la relance industrielle moyennant de multiples aides de l'Etat, notamment pour refinancer les passifs des entreprises et soutenir les exportations. En matière d'importation, elle releva les tarifs de 5 % en se proposant d'introduire un système unitaire, dont le tarif moyen serait de 20 à 30 %, avec des exceptions pour les biens non produits localement et les biens d'équipement. Elle a en outre introduit un double marché de change. Les seuls domaines qui sont demeurés sans changement concernent les investissements étrangers et le transfert de technologie, considérés comme les plus favorables en Amérique latine et indispensables pour garantir le succès du "Programme de réorganisation nationale" mis en place en 1976, après la chute du péronisme, par les militaires.

L'Argentine vit donc actuellement une période de révision de son économie dont le déroulement est freiné par le système de consultation en vigueur ici auprès des Etats-majors militaires et des principaux agents économiques du pays, lequel rend impossible, comme ce fut déjà le cas sous Martinez de Hoz, tout recours à des traitements-choc.

Le bilan de cette année reflète à plusieurs égards cette évolution peu encourageante: baisse annoncée de 2 % du PNB (de 1976 à 1980 la croissance moyenne n'était déjà que de 2 %, contre 5 % en Amérique latine), endettement de 28,5 milliards de dollars (dont 58 % destiné au secteur public), recomposition difficile des réserves monétaires qui ont chuté cette année de 10 à 3 milliards de dollars, gonflement des dépenses de l'Etat estimées jusqu'ici à 6 milliards de dollars (6 % du PNB) représentant une hausse du déficit budgétaire de 38 % par rapport à l'an dernier, stagnation des investissements

productifs, accélération de l'inflation (114 % à fin août 1981), désenchantement au sein de la population et scepticisme quant à la relance économique du gouvernement actuel.

Pourtant, dans le contexte pendulaire propre aux économies du tiers-monde, en particulier de l'Amérique latine, l'avenir de l'Argentine autorise l'optimisme. Preuves en sont ses recettes d'exportation de 7'975 millions de dollars en 1980, et de près de 10 milliards de dollars cette année, ce qui correspond à une moyenne par habitant d'environ 320 dollars, sans doute modeste en regard des 4'500 dollars suisses, mais néanmoins inhabituelle dans cette région du globe. Pour cette année, le gouvernement prévoit un excédent des échanges de 1 milliard de dollars. Par ailleurs, la solvabilité du pays n'apparaît guère entamée par les engagements dont le montant moyen de 1'100 dollars par habitant est l'un des plus élevés du monde (Mexique: 600, Brésil: 380): ne lui reconnaît-on pas des réserves potentielles immenses, une terre généreuse, une main-d'oeuvre capable, des ressources minières encore peu exploitées, et des sites favorables à la production massive de gaz et d'hydro-électricité, ainsi que de pétrole qui couvre déjà le 95 % de l'approvisionnement ?

Pays condamné à des efforts particuliers de restructuration avec le concours de l'étranger, l'Argentine offrira sans doute encore pour quelque temps l'image d'une locomotive économique enlisée. On lui annonce un nouveau départ le printemps prochain. Et il ne devrait pas lui être difficile de trouver cette fois-ci encore dans le monde industrialisé des partenaires intéressés à transformer sa potentialité en réalité.

---

Buenos Aires, le 1er octobre 1981



Situation politique

La mort du Général Perón, en 1973, pendant son deuxième mandat présidentiel, a marqué la décadence de la situation politique et économique en Argentine. Sa veuve, María Estela Martínez de Perón, a pris sa succession en bénéficiant en grande partie du souvenir que gardaient les Argentins d'Evita. En trois ans de corruption, d'incompétence gouvernementale, d'abus du pouvoir, de violences terroristes et de répressions inefficaces, le pays en est arrivé au bord du gouffre économique et au chaos politique le plus total. Lorsque les militaires, en 1976, ont pris le pouvoir, ils l'ont fait en se conformant au vœu de l'écrasante majorité de la population qui souhaitait un gouvernement fort et capable de remettre de l'ordre dans le pays tout en instituant les bases d'un régime démocratique qui n'aurait plus recours ni au populisme, ni à la démagogie.

En six ans, les militaires ont réussi dans un seul domaine seulement, celui de la répression du terrorisme. A l'heure actuelle, le pays est calme, cela peut-être grâce à un état de siège encore en vigueur. Pourtant, si les méthodes répressives utilisées souvent abusivement par les forces de l'ordre ont causé la mort ou la disparition d'une dizaine de milliers de personnes et l'incarcération d'environ 2000 prisonniers politiques, dont en fait la moitié a été libérée à ce jour, c'est avant tout l'opinion publique étrangère qui s'élève contre les violations des droits de l'homme en Argentine.

Ce n'est que depuis peu de temps que les partis politiques dont l'activité a été interdite en 1976 reprennent vie: les principaux d'entre eux (péronistes, radicaux, conservateurs, fédéralistes et quelques autres de moindre importance)

- 2 -

viennent de se grouper en une "multipartidaria" de manière à être mieux à même de dialoguer avec les autorités militaires et pour exiger un retour relativement rapide à la démocratie. C'est d'ailleurs davantage l'inefficacité dont font preuve les militaires pour résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays que le poids et la compétence desdits partis qui apportent à ceux-ci un certain appui populaire. Si des élections devaient avoir lieu demain, il est cependant pratiquement certain que ce serait une fois de plus les péronistes qui reviendraient au pouvoir avec une forte majorité. Aussi est-ce la raison pour laquelle les militaires essaient actuellement de restructurer les forces politiques du pays en facilitant la création d'un parti centriste capable de réunir à la fois les péronistes modérés, les radicaux et certains partis du centre droite. Mais si le manque de cohésion des péronistes autour de l'ex-Présidente Isabelita Perón constitue un facteur plutôt favorable à leur projet, il n'en demeure pas moins que celui-ci paraît artificiel et sans grande chance de succès.

Par ailleurs, la situation actuelle est sans doute la plus difficile depuis 1976. Au point que si l'actuel Président, le Général Viola, n'arrive pas dans un délai relativement court à obtenir des résultats plus positifs au plan économique-social et à celui de la politique étrangère, il se pourrait bien que, ou bien des militaires plus "durs", plus hermétiques au retour à une démocratie électorale arrivent à s'imposer, ou bien que les militaires, las d'exercer des fonctions qu'ils estiment ne pas être les leurs, abandonnent le pouvoir aux civils. Ce dernier terme de l'alternative pourrait alors préparer le retour à un nationalisme exacerbé et à un protectionnisme économique qui fut celui des époques péronistes antérieures.



- 3 -

Depuis 1930, la vie politique de l'Argentine est cyclique: une démocratie populiste et corrompue provoque des crises économiques qui amènent les militaires à prendre le pouvoir; puis, du fait de l'incapacité de ces derniers de redresser la situation, ceux-ci recherchent une entente avec les civils qui préparent le retour à un régime démocratique incapable et générateur de terrorisme, et ainsi de suite. Et, à ce stade de l'évolution de la situation en Argentine, il n'y a malheureusement guère de raison d'espérer que le gouvernement militaire en place soit à même de rompre ce cycle infernal et de ramener le pays à une vie démocratique saine.

Buenos Aires, le 2 octobre 1981  
BR/ct

VIE CULTURELLE

De par l'origine de sa population, l'Argentine a une vie culturelle entièrement axée sur le modèle européen et dès lors comparable à celle d'un pays d'Europe occidentale. L'élite intellectuelle est sans doute plus restreinte, en proportion avec l'ensemble de la population, qu'en Italie ou en Espagne. Cependant, son niveau peut parfaitement tenir la comparaison, surtout dans le domaine musical où les activités se déroulent dans ou autour du célèbre Théâtre Colón, indiscutablement l'un des cinq théâtres lyriques les plus importants du monde.

L'Argentine a beaucoup contribué aux lettres latino-américaines avec des personnalités telles que Borges, Victoria Ocampo ou Sábato. Ses artistes sont souvent plus connus à l'étranger que dans le pays même, tels la sculpteur Alicia Peñalver, le peintre Nicolas Uriburu ou le compositeur Alberto Ginastera.

Les relations culturelles avec la Suisse remontent aux années '20, époque à laquelle Ansermet et Le Corbusier, parmi bien d'autres, ont fait découvrir à l'Argentine la musique et l'architecture moderne. La grande réceptivité de la population de Buenos Aires et des principales villes de l'intérieur du pays pour tout ce qui est manifestations culturelles permet sans trop de difficultés de faire connaître nos valeurs culturelles suisses dans ce pays. Les échanges culturels suscitent auprès des Argentins un important capital de "goodwill" qui se répercute sur l'ensemble des relations entre les deux pays.

Buenos Aires, le 2 octobre 1981  
BJ/ct